



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

ACHAT DE FOURNITURES D'HABILLEMENT ET EPI

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

APPEL D'OFFRES OUVERT

(passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique)

Marché relatif à la fourniture d'habillement et d'équipement de protection

A C C O R D - C A D R E N° 2025-7302-009

SOMMAIRE

APPEL D'OFFRES OUVERT	1
(passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique).....	1
Marché relatif à la fourniture d'habillement et d'équipement de protection	1
A C C O R D - C A D R E N° 2025-7302-009	1
1 Identification du pouvoir adjudicateur	3
1.1. Pouvoir adjudicateur.....	3
1.2. Personne en charge de l'exécution et du suivi du marché.....	3
1.3. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances).....	3
1.4. Service auprès duquel des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus.....	3
1.5. Comptable assignataire des paiements.....	3
2 Définition de l'opération	3
2.1. Objet du marché.....	3
2.2. Allotissement.....	3
2.3. Forme du marché.....	4
2.4. Durée prévisionnelle du marché.....	4
2.5. Régime juridique du contrat.....	4
3 Documents constitutifs du marché	4
4 Sous- traitance	4
5 Description des fournitures	4
6 Echantillon à fournir par les candidats	5
7 Contenu et transmission des bons des commandes	5
7.1. Contenu du bon de commande.....	6
7.2. Rupture de stock du Prestataire.....	6
7.3. Echange d'article.....	6
8 Vérification quantitatives et qualitatives	6
9 Prix et modalités de règlement	6
9.1. Forme et contenu des prix.....	6
9.2. Modalité de révision des Prix.....	6
9.3. Avance.....	7
9.4. Modalité de Paiement.....	7
9.4.1 Facturation.....	7
9.4.2 Dématérialisation de factures.....	7
9.4.3 Délai global de paiement.....	7
9.4.4 Nantissement et cession de créances.....	8
9.4.5 Retenue des garanties.....	8
10 Modalités d'exécution du marché	8
10.1. Catalogues et tarifs publics.....	8
10.2. Evolution des produits - rupture définitive d'un article du Prestataire.....	8
10.3. Délais de livraison.....	8
10.4. Conditions de livraison.....	8
10.5. Suivi de la livraison.....	8
10.6. Conditions de réception.....	9
10.7. Garantie technique des fournitures.....	9
11 Pénalité pour retard ou non-conformité	9
11.1. Pénalité de retard.....	9
12 Assurances / responsabilité	9
13 Pièces et attestations à fournir	9
14 Litiges, Langue, Monnaie	10
15 Résiliation du marché	10
14.1. Résiliation pour manquement grave et répété.....	10
14.2. Résiliation en cas de dépassement du seuil des pénalités.....	10
14.3. Indemnité de résiliation.....	10
16 Clause environnementale	11
17 Dérogation au CCAG	11

1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Direction Régionale de la Réunion, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIREN 662 043 116 dont le siège est Boulevard de la Providence CS 71072 – 97404 Saint Denis Cedex.

1.2. Personne en charge de l'exécution et du suivi du marché

La personne signataire du marché est **Adrien FRANCK**

Directeur Agence Travaux Réunion
7 impasse Bonaparte CS22114
97851 le Tampon Cedex

1.3. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

La personne habilitée à donner les renseignements est l'**agent comptable secondaire**

Direction Régionale ONF
Boulevard de la Providence
97404 St Denis Cedex
Téléphone : 0262 90.48.00 – Email : compta.onf-reunion@onf.fr

1.4. Service auprès duquel des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre juridique ou administratif ou technique est :

Agence Travaux Réunion
7 Impasse Bonaparte CS 22114
97851 le Tampon Cedex
Téléphone : 0262 27.00.66

1.5. Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable Secondaire au siège de la Direction Régionale.

2 DEFINITION DE L'OPERATION

2.1. Objet du marché

Les prestations objets du présent marché portent sur la fourniture d'habillement et d'équipements de protection individuelle destinés aux personnels ONF et aux emplois d'insertion mis à disposition de l'ONF à la Réunion.

2.2. Allotissement

Les prestations constituent **ONZE** lots distincts, les Prestataires pouvant répondre pour un, plusieurs ou la totalité des lots du marché. Ils soumissionnent pour l'intégralité des articles du lot.
L'absence d'un article peut entraîner le rejet de l'offre.

Lots	Prestation(s) Principales	Valeur € ht de commande pour 12 mois	
		MINI	MAXI
1	Vêtement de toile : tee-shirt – polo - débardeur	4 000	15 000
2	Vêtement de toile : pantalon de travail	5 000	15 000
3	Autres vêtements de toile	5 000	15 000
4	Protections bûcherons	2 000	20 000
5	Protections débroussaillage	2 000	8 000
6	Accessoires et Equipement de protection individuelle	5 000	20 000
7	Chaussure de Travail	3 000	10 000
8	Protection Anti-coupure tronçonneuse	5 000	15 000
9	Vêtement de pluie	2 000	20 000
10	Chaussures et bottes de sécurité	5 000	30 000
11	Accessoires de confort divers	2 000	10 000
		40 000	178 000

2.3. Forme du marché

Le marché est un marché de fournitures à prix unitaires et à bon de commandes avec minimum et maximum en valeurs commandées.

Il s'agit d'un accord cadre à bons de commandes en application des articles L.2125-1 alinéa 1 et R.2162-1 à R.2162-14 du code de la commande publique.

Il lie le Client ONF (bénéficiaire des prestations) au Prestataire (attributaire du marché).

Le délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre est de : 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Les prestations sont constituées de **ONZE** lots distincts.

Chacun des lots comporte un minimum et un maximum en valeur à commander (euro ht) pour 12 mois.

Tous les éléments relatifs à la quantité, donnés par le pouvoir adjudicateur dans les documents du marché, sont expressément déclarés n'être qu'indicatifs et ne pouvant en aucun cas le lier.

2.4. Durée prévisionnelle du marché

L'accord-cadre est conclu pour un an à compter de sa date de notification. Il est renouvelable par tacite reconduction, par période d'une année. En cas de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur notifiera sa décision au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, 3 (trois) mois avant la fin de l'année en cours. Toutefois la durée totale de l'accord-cadre ne pourra pas excéder 3 (trois) ans. Le titulaire de l'accord-cadre marché ne peut refuser la reconduction de l'accord-cadre.

L'ONF se réserve le droit de continuer à passer des commandes pendant une période de 3 (trois) mois à compter de la date de fin du marché, tant que le montant maximal (en euros) du lot n'a pas été atteint, et ce, dans la limite de ce montant maximal.

2.5. Régime juridique du contrat

Chaque marché est un contrat de droit privé passé dans les formes des marchés publics de l'Etat.

3 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après :

- l'acte d'engagement (ATTR1) et ses annexes à compléter ; un par lot ;
- le Bordereau de Prix Unitaire (BPU) à compléter ; un par lot ;
- le Cadre du Montant Comparatif des Offres (CMCO) ; un par lot ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ; commun aux lots
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ; commun aux lots
- Le Règlement de la Consultation (RC) ; commun aux lots ;
- La lettre de candidature (DC1) à compléter ; un par lot ;
- La déclaration du candidat (DC2) à compléter ; un par lot.

Pièces contractuelles générales

- ✓ le CCAG applicable aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG-FCS dans sa dernière version actualisée).

4 SOUS- TRAITANCE

S'agissant d'un marché de fourniture, la sous-traitance n'est pas autorisée conformément à l'article R2193-2 du code de la commande publique.

5 DESCRIPTION DES FOURNITURES

Voir le détail des descriptions des fournitures dans le cahier des clauses techniques particulières ainsi que dans les BPU pour chacun des lots considérés.

S'agissant d'un marché portant sur le renouvellement des équipements suivant leur usure, leur obsolescence technique, leur détérioration, ainsi que sur l'arrivée des personnels en insertion, les quantités précises ne sont pas connues à l'avance.

Pour information les valeurs minimales et maximales sont indiquées en valeur de commande (euro ht) pour chacun des lots (article 2 du CCTP). Les personnels à équiper sont estimés à environ **300** pour la période. Tous les équipements devront être accompagnés d'une notice en langue française et, au besoin, de leur certificat de conformité aux normes CE.

Pour l'ensemble des articles du lot, chaque Prestataire doit s'engager sur une garantie contractuelle d'une année à la date de réception du produit au sein de l'ONF, garantie excluant l'usure normale.

6 ECHANTILLON A FOURNIR PAR LES CANDIDATS

Afin d'optimiser l'analyse et la valorisation de ses offres, **les candidats devront fournir des échantillons** selon les modalités ci-après. Les échantillons sont à fournir impérativement pour, a minima, les articles de type « vêtements », « chaussures », et « gants ».

Pour les autres articles, **les candidats** devront à minima, fournir une fiche technique descriptive ou un mémoire documenté.

Chaque candidat enverra, ou fera déposer, un colis par lot candidaté contenant ses échantillons, colis sur lequel sera portée la mention suivante :

**ONF -Marché public 2025 pour la fourniture
d'habillement et d' EPI**

Raison sociale du candidat - N° et libellé du lot
NE PAS OUVRIR

Les échantillons consistent en des fournitures utilisables (vêtements réalisés, chaussures, ...).

Chaque échantillon devra être identifié au moyen d'une étiquette mentionnant la référence du produit (numéro de l'article au BPU) telle que mentionnée au bordereau des prix et la raison sociale du candidat.

Pour les éléments chaussant la pointure proposée sera de préférence le 43

Pour les vêtements la taille proposée sera du XL ou équivalent (taille 46 pour les pantalons).

Les échantillons devront être envoyés en colis recommandé avec accusé de réception ou remis contre récépissé à l'adresse suivante :

ONF UP NORD EST
BOULEVARD DE LA PROVIDENCE
CS 71072
97404 SAINT DENIS Cedex

Téléphone : 0692 34 61 69 appro – mail : vanissa.payet@onf.fr ; ou didier.hoareau@onf.fr ou irena.larkan@onf.fr

La date limite de la réception des échantillons est la même que la date limite de réception des offres.

Tous les échantillons qui feront l'objet d'essais seront payés au tarif du BPU du candidat.

Les échantillons du candidat sélectionné pourront être conservés et seront dans ce cas payés au tarif des BPU ; ils serviront de références pour les futurs articles à commander dans le cadre du marché.

Les échantillons des candidats non retenus, et n'ayant pas fait l'objet d'essais (échantillons neufs, non utilisés) pourront être récupérés dans un délai de 3 mois maximum, auprès de l'ONF.

Une offre comportant des articles sans références établies (échantillon ou fiche technique) ne sera pas examinée et sera retournée au candidat.

7 CONTENU ET TRANSMISSION DES BONS DES COMMANDES

La commande sera établie sur un formulaire particulier défini par l'ONF.

La commande sera passée par le Directeur de l'Agence Travaux de l'ONF à la Réunion ou par son représentant.

Les commandes seront passées selon le rythme normal de fonctionnement : une commande initiale d'équipement des personnels, puis des commandes successives de réassortiment selon les besoins ponctuels de renouvellement.

7.1. Contenu du bon de commande

Les bons de commandes mentionnent :

- l'identité du Prestataire du Marché,
- l'intitulé du marché, et du lot
- le numéro et la date du bon de commande
- la dénomination sociale du Bénéficiaire
- site destinataire et adresse de livraison
- identifications et quantités des fournitures à livrer

7.2. Rupture de stock du Prestataire

Sauf cas de force majeure, le Prestataire est tenu de se prémunir contre les ruptures de stocks.

Il est tenu de signaler à l'émetteur du bon de commande tout incident susceptible de retarder la livraison et d'indiquer la durée du retard prévisible.

En cas de rupture de stock d'un article, le Prestataire indique sur le bon de livraison l'article manquant et facture les articles uniquement livrés. Le Prestataire peut proposer avec accord préalable du Client ONF un article en substitution aux caractéristiques identiques ou supérieures et le facturer obligatoirement au prix du marché.

7.3. Echange d'article

Les échanges seront possibles sous un délai de deux mois afin de résoudre les éventuels problèmes de taille imputables aux personnels de l'ONF le pouvoir adjudicateur prenant alors en charge les frais d'expéditions des articles retournés.

8 VERIFICATION QUANTITATIVES ET QUALITATIVES

Les vérifications quantitatives et qualitatives seront effectuées conformément aux dispositions des articles 19 et suivants du CCAG- Fournitures Courantes et Services.

9 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

9.1. Forme et contenu des prix

Les prix indiqués sur le bordereau de prix sont **unitaires**.

Ils incluent l'ensemble des frais et taxes consécutifs au respect des obligations contractuelles du Prestataire, notamment liés aux transports, conditionnement, préparation, livraison pour toute la durée du marché. Ils sont exprimés en euros hors taxes, la TVA étant appliquée au total HT du bon de commande. Les prix unitaires sont portés sur les annexes financières (BPU).

Pour l'ensemble des lots :

Les Prestataires doivent indiquer, sur les annexes financières (BPU) :

- le prix unitaire euro HT pour chacun des articles y figurant.

9.2. Modalité de révision des Prix

Les prix figurant sur les annexes financières (BPU) sont réputés fermes pour les 12 premiers.

Ils sont ensuite révisibles selon la formule suivante :

$$P1 = Po \times I1 / Io$$

P1 = Nouveaux prix mis à jour

Po = Prix initiaux du bordereau ou de la précédente actualisation

Io = Valeur de l'indice au mois « zéro » soit le mois précédent la remise des offres

I1 = Dernier indice connu avant la date de révision.

I = indice prix consommation (IPC) de la REUNION « habillement et chaussures ».001769769

L'actualisation des prix, en hausse ou en baisse, n'interviendra qu'à la demande expresse de l'une ou de l'autre des parties, et sera formulée par lettre recommandée avec avis de réception au moins QUINZE JOURS avant la date d'échéance annuelle.

9.3. Avance

Sans Objet

9.4. Modalité de Paiement

9.4.1 Facturation

Les factures émises par le Prestataire respecteront les règles suivantes et porteront les mentions suivantes :

- **numéro du marché et Numéro du lot**
- les références du bon de commande correspondant,
- la date d'expédition,
- site destinataire et adresse de livraison
- identification et quantité des fournitures livrées
- Les prix sont exprimés en euro HT, la TVA étant appliquée au total HT de chaque bon de commande.

Toute facture non conforme à ces prescriptions sera retournée au Prestataire pour correction des anomalies détectées. Ce renvoi interrompt le délai global de paiement précisé à l'article 9.4; le Prestataire ne pourra formuler de réclamation contre le retard apporté dans le règlement du fait de ce renvoi.

9.4.2 Dématérialisation de factures

L'Etat a prévu la dématérialisation de toutes les factures à destination des structures publiques (ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014, relative au développement de la facturation électronique).

Depuis le 1^{er} janvier 2020, les titulaires, ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus par les Etablissements Publics, quelle que soit la taille de l'entreprise, doivent transmettre les factures obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS PRO disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro de Marché : Marché n° **2025-7302-009**
- Numéro d'engagement juridique : **Bon de commande signée par l'ONF sous format 4700xxxx**
- Numéro d'identification : **Le SIRET de l'entité ONF 662 043 116 00802**
- Numéro de service exécutant : **Ce numéro n'existe pas**

9.4.3 Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au Titulaire du marché sera effectué par le comptable de l'ONF par virement au compte bancaire ou postal du Titulaire. Celui-ci fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à **60 jours** conformément aux dispositions du titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 et du décret n°2013-269 du 29 mars 2013. Ce délai court à compter de la date de mise à disposition de la facture sur le Portail CHORUS PRO augmenté de 2 jours.

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCAP n'a pas donné lieu à une admission
- si les informations citées au point 9.5 sont manquantes.

Dans l'un de ces cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses

opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4.4 Nantissement et cession de créances

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191- 46 à R.2191 – 63 du Code de la Commande Publique.

Le Titulaire pourra être admis au bénéfice du régime institué par l'article 127 du décret n°2016-360 du 29 mars 2016 relatif aux marchés publics, section « cession ou nantissement de créances ».

9.4.5 Retenue des garanties

Le présent marché ne donne pas lieu à la retenue de garantie.

10 MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

10.1. Catalogues et tarifs publics

Le Prestataire, une fois retenu, pourra mettre à disposition un catalogue couleur et les fiches techniques des articles correspondant à son offre ; il produira un catalogue par lot.

10.2. Evolution des produits - rupture définitive d'un article du Prestataire

A l'occasion de modifications de son catalogue, le Prestataire peut procéder, après accord formel du Client ONF, à prix inchangés, à des modifications non substantielles d'articles à la condition que les produits soient conformes aux spécifications figurant dans l'annexe financières du marché et soient techniquement équivalents.

10.3. Délais de livraison

Le délai de livraison court à compter de la date de l'accusé de réception de la commande délivré par le Prestataire. Il sera le plus court possible et ne devra pas excéder le délai contractuel indiqué au BPU du lot concerné. En cas de dépassement de ce délai de livraison contractuel, il sera fait application des pénalités de retard prévues à l'article 11 du présent C.C.A.P.

10.4. Conditions de livraison

Le délai maximal de livraison des articles commandés est celui indiqué au BPU du lot considéré. Ce délai engage le Prestataire.

Les fournitures objet du présent marché seront livrées à l'adresse du service destinataire indiquée en annexe du bon de commande. Les livraisons devront pouvoir s'effectuer sur l'ensemble des sites de l'ONF à la Réunion.

La livraison sera effectuée franco de port et d'emballage.

Les horaires d'ouverture des sites de livraison sont (sauf indications contraires), du lundi au vendredi, 8h00-12h00 et 13h00-16h00. La date de livraison devra être communiqué au minimum 24 heures à l'avance.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le Prestataire assurera à sa charge et sous sa responsabilité, la livraison des fournitures sur les sites désignés par l'ONF.

10.5. Suivi de la livraison

Chaque livraison sera accompagnée d'un bon de livraison contenant les éléments suivants :

- numéro du marché
- numéro et date du bon de commande
- date d'expédition
- site destinataire et adresse de livraison
- identification de la personne ayant réceptionné la commande
- identification et quantité des fournitures livrées

Le Prestataire devra par ailleurs tenir à jour un document récapitulatif de suivi des commandes qui devra contenir :

- date de commande
- adresse de livraison
- date de livraison ou avancement du conditionnement
- date de facturation

Le Prestataire devra fournir sur simple demande de l'ONF sous format dématérialisé, les listes annuelles exhaustives récapitulant les fournitures commandées au titre du marché (références, désignations, quantité, site destinataire, date de facturation).

10.6. Conditions de réception

Acceptation des livraisons

A réception par le service destinataire, le correspondant local effectuera un contrôle de l'état général et de la conformité (respect des normes exigées) des effets livrés. Les articles non conformes ou non opérationnels ne seront pas acceptés. Une nouvelle livraison sera exigée dans un délai de 5 jour ouvré.

10.7. Garantie technique des fournitures

Les fournitures objet du présent marché bénéficient, de la garantie pour vice de fabrication et défaut de matière, à compter du jour de l'admission.

Le transport éventuel des articles défectueux, aller et retour, est à la charge du Prestataire.

11 PENALITE POUR RETARD OU NON-CONFORMITE

11.1. Pénalité de retard

En cas de non-respect du délai de livraison prévu à l'article 10 du CCAP ou d'intervention dans le cadre de la garantie, le Prestataire se verra appliquer une pénalité d'un montant calculé selon la formule :

$$P = V \times R / 250$$

P: montant de la pénalité (euro)

V: valeur des fournitures en retard (euro)

R : nombre de jours calendaires de retard (jours)

Les retards imputables à des faits ne pouvant être contrôlés par le Prestataire tels que grèves, accidents en cours de transport, émeutes, cataclysme ne pourront être retenus à l'encontre du Prestataire. Un sursis d'exécution ou une prolongation de délai sera automatiquement accordé au Prestataire pour une durée égale au retard imputable à l'établissement.

12 ASSURANCES / RESPONSABILITE

Le Prestataire est responsable de tout dommage direct ou indirect, matériel, immatériel lié à l'exécution du présent marché, sans aucune limitation de responsabilité possible.

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché, ainsi qu'au début de chaque année civile, le Prestataire devra justifier qu'il a contracté, une assurance suffisante au titre de sa responsabilité civile professionnelle au titre du présent marché.

13 PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : www.actradis.fr

14 LITIGES, LANGUE, MONNAIE

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives. En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat). Le nom et l'adresse du traducteur expert seront indiqués.

Tous les courriers adressés à l'ONF doivent également être rédigés en français.

L'unité monétaire du marché est l'euro.

15 RESILIATION DU MARCHE

Le Client ONF pourra résilier en tout ou partie le marché dans les cas prévus aux articles 29 à 36 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services, avec un préavis de trois mois.

Par dérogation à l'article 33 du CCAG/FCS, le Client ONF se réserve le droit également de mettre fin à ce marché à n'importe quel moment, sous réserve d'un préavis de 2 mois et sans indemnité pour le titulaire, en cas de décision du financeur ou du co-financeur, partie prenante à l'activité de l'ONF Réunion (Collectivités locales,...) ayant une incidence sur le déroulement du marché.

14.1. Résiliation pour manquement grave et répété

En cas de manquement grave et/ou répété d'une Partie à l'une de ses obligations essentielles définies au Marché, l'autre Partie, si elle allègue de tel manquement, devra adresser à la Partie défaillante une mise en demeure par voie de notification visant le présent article et lui fixant un délai de trente (30) jours francs à compter de la date de réception de ladite mise en demeure pour remédier audit manquement.

Si la mise en demeure reste sans effet ou si le délai imparti n'est pas respecté, le Marché pourra être résilié de plein droit sans nécessité de constatation judiciaire, sans préjudice de tous dommages intérêts que pourrait être en droit de réclamer la Partie victime de la défaillance. Cette résiliation prendra effet quinze (15) jours après la réception d'une LRAR de résiliation dudit marché.

Dans tous les cas les sommes facturées ou à facturer par le Prestataire lui restent dues, sous réserve des compensations de pénalités à effectuer.

14.2. Résiliation en cas de dépassement du seuil des pénalités

Le marché peut être résilié de plein droit au gré du Client ONF par l'envoi au Prestataire d'une LRAR et préavis d'un (1) mois à compter de sa réception, sans que le Prestataire puisse prétendre à une quelconque indemnité dans le cas où le montant cumulé des pénalités au titre de l'article 11 du présent CCAP dépasse 15 % du montant TTC du marché sur une période de 12 mois consécutifs.

14.3. Indemnité de résiliation

En cas de résiliation pour défaillance du Prestataire, et dans le cas où le nouveau Prestataire offrirait des conditions moins favorables au Client ONF au titre du marché identique, le Client ONF sera en droit de faire supporter au Prestataire dont le marché aura été résilié la différence de prix HT entre le marché de remplacement et ce pendant la durée initialement prévue au marché résilié.

Cette différence sera payée par le Prestataire en une seule fois dans un délai de 1 mois à compter de la demande faite par le Client ONF. Celle-ci sera transmise par LRAR au Prestataire.

16 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

L'ONF s'est engagé dans le cadre de la gestion durable des forêts dans une démarche Qualité environnementale.

En conséquence l'ONF attend de tous ses cocontractants – acheteurs, fournisseurs, prestataires de services, occupants du sol forestier, etc...., qu'ils exécutent leurs obligations contractuelles dont certaines sont liées aux engagements environnementaux de l'ONF. Il leur est notamment demandé d'apporter une attention soutenue aux stipulations des cahiers des charges, aux clauses particulières, etc. instituant des obligations inhérentes à la protection de l'environnement.

Le cocontractant reconnaît être parfaitement informé de cette exigence de l'ONF et il s'engage à en informer ses salariés, fournisseurs, prestataires et sous-traitants divers susceptibles d'intervenir dans le cadre de l'exécution de son contrat principal le liant à l'ONF.

17 DEROGATION AU CCAG

Le présent C.C.A.P. déroge au cahier des clauses administratives et générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services à l'article 10.4 (conditions de livraisons), à l'article 111(pénalités) et à l'article 14 (résiliation du Marché).

date & Signature
du Prestataire pour valoir accord,

Fait au Tampon, le 05/08/2025

**le Directeur de l'Agence Travaux,
de l'Office National des Forêts**

Adrien FRANCK